

LE DINAR ALGÉRIEN, PASSÉ ET PRÉSENT, DE BADER EDDINE NOUIOUA

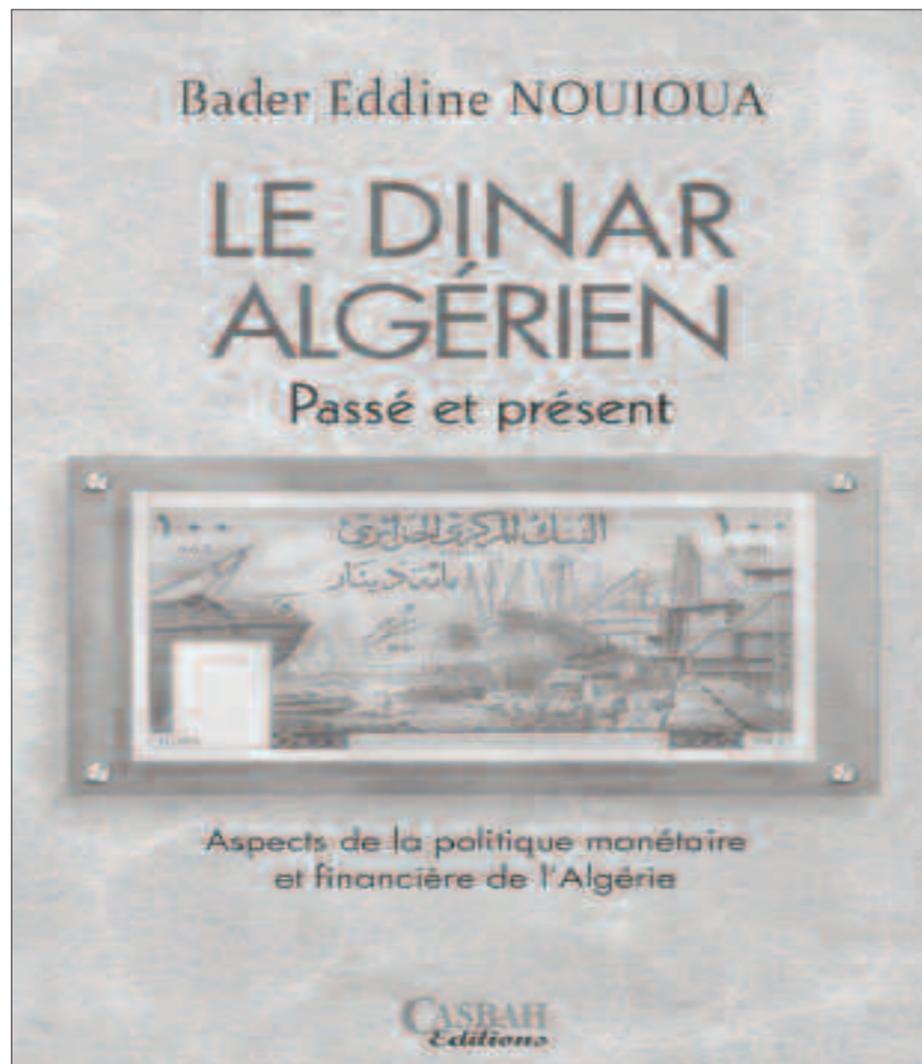
La convertibilité du dinar : pari risqué ou mal nécessaire ?

L'abondance des ressources en devises selon Nouioua «a favorisé les importations massives de toute sorte, du vital au superflu avec pour conséquences : stagnation de la production agricole, recul de la production industrielle et aggravation de la dépendance des importations et donc de l'étranger».

D'emblée, on peut dire que l'ancien gouverneur de la Banque centrale d'Algérie, puis ministre délégué au Trésor, a été bien inspiré de capitaliser sa grande expérience dans le domaine particulier de la finance au profit de la grande masse des lecteurs : «Les questions y sont traitées de manière pédagogique pour les rendre abordables à des étudiants, à des journalistes, à des femmes et des hommes politiques, à des syndicalistes et à de simples citoyens». Ainsi, l'auteur de : *Le Dinar algérien, passé et présent* s'attellera à le décortiquer à travers une série de questionnements qui intéressent aussi bien le simple citoyen que le premier argentier du pays. Cela va de l'excès de liquidité monétaire à la dépréciation et la dévaluation du dinar ; le marché parallèle et la problématique de la convertibilité du dinar, les réserves de change et leur traitement avec une réflexion claire sur l'échec de la gestion du Fonds de régulation des recettes (FRR) ; la question du «riba» et bien sûr l'impact de la fluctuation des ressources en devises du fait de la crise récurrente du pétrole et par là même quelles alternatives pour le financement de l'économie sachant les inconvénients du recours à l'endettement extérieur.

Si «la frappe» de la monnaie est un attribut de la souveraineté nationale» encore faut-il assurer sa stabilité nonobstant le fait que l'auteur n'a, à aucun moment, parlé d'un dinar fort ! Il reste que l'histoire chronologique de la monnaie nationale depuis sa création en avril 1964 (il y a de cela 53 ans) est liée quant à ses débuts au premier argentier post-indépendance, en l'occurrence Seghir Mostefaï dont l'action et le rôle ont été déterminants après le vide provoqué par le départ massif des Européens et l'absence d'une relève algérienne de maîtrise : «C'est à feu Seghir Mostefaï que reviendra la lourde fonction de démarrer le nouvel institut d'émission dénommé Banque centrale d'Algérie (BCA) dès le début de 1963 qui remplacera la Banque de l'Algérie chargée de l'émission des billets depuis 1851». Fort opportunément, Bader Eddine Nouioua a tenu à illustrer la couverture du livre dont il est question par un beau billet de banque de 100 dinars qui met en scène l'activité portuaire. La qualité esthétique de ce billet nous rappelle malheureusement l'indigence de la monnaie fiduciaire actuelle. Au demeurant, l'auteur aurait pu répondre à cette préoccupation des Algériens quant à l'état de dégradation avancée des billets en circulation. A cette époque, le dinar valait 4,93 dollars américains, valeur artificielle, politiquement décidée, mais qui prendra fin à partir de 1989.

La crise des années 1990 suite à la chute drastique du prix du baril de pétrole et ses retombées seront ainsi explicitées par l'auteur. La décennie 1990-1999 est vécue comme un traumatisme, le pays est malade, pis, au bord de l'effondrement. La faillite des décideurs le poussera à recourir au Fonds monétaire international (FMI)



pour un troisième rééchelonnement désastreux pour le pays et la société. De son poste privilégié d'observateur, le ministre délégué au Trésor, commis de l'Etat, ne pouvait que constater les dégâts. Il met à l'index les autorités de l'époque : «Fortes dévaluations du dinar, liquidation des entreprises publiques, libération totale des importations.» Même s'il n'hésite pas à tacler sa hiérarchie à propos de telle ou telle mesure, il ne peut influer sur la situation financière marquée par une certaine panique en haut lieu. Il dénonce ainsi le recours excessif aux «crédits à court terme obtenus à des coûts très élevés qui ont rendu le service de la dette insupportable». Une paupérisation brusque s'est produite, entraînant la disparition de la classe moyenne et, fait notoire, l'apparition d'une petite catégorie de personnes passées maîtres dans l'art de la spéculation, la fraude et la corruption dont tout le pays souffre aujourd'hui puisque ces fléaux s'étendent progressivement à toutes les sphères de la vie sociale et politique. Les législatives en cours sont le reflet parfait de leurs agissements avec le phénomène de la «ch'kara».

Le constat de l'auteur est sans appel : «La stabilité interne et externe de la politique monétaire nationale n'a pas été du tout assurée pendant cette décennie.» L'embellie financière qui succèdera à la période de disette suite aux fortes augmentations du prix du pétrole sera paradoxalement aussi source de grosses inquiétudes pour le banquier même si elle a permis à l'Etat de rembourser par anticipation la dette extérieure et annihiler par là même le poids du service de la dette. 2001 sera ainsi une date charnière selon l'auteur, puisque l'afflux de devises étrangères va s'accompagner d'un excès de liquidités (devenu structurel) face auquel la Banque d'Algérie ne détient pas les

outils susceptibles de lui permettre de prendre à bras-le-corps ce phénomène qui perdure par ailleurs. La faute reviendrait aux ingérences dans les prérogatives de la Banque centrale d'émettre les billets et les mesures prises dans sa politique monétaire quant à l'absorption des liquidités qui n'ont pas eu l'effet escompté.

L'abondance des ressources en devises, selon Nouioua, a favorisé les importations massives de toute sorte, du vital au superflu avec pour conséquences : stagnation de la production agricole, recul de la production industrielle et aggravation de la dépendance des importations et donc de l'étranger. Et voilà une nouvelle crise pétrolière dès 2014 puisque les prix du baril qui caracolait à 150 dollars connaissent une chute vertigineuse et très grave pour tous les pays qui en dépendent. Le Venezuela est un exemple édifiant des risques de famine inhérents à ce choc qui n'a pas épargné des pays jusque-là intouchables, en l'occurrence les pays du Golfe. Dans son ouvrage *Le dinar algérien, passé et présent*, Bader Eddine Nouioua s'est intéressé aussi au Fonds de régulation des recettes (FRR) créé en 2000 et qui consiste à récupérer «les excédents des recettes de la fiscalité pétrolière résultant d'un niveau de prix supérieur à celui retenu dans les prévisions des lois de finances». Ainsi, en 2013, 5 563,5 milliards DA y sont versés. Mais ce sera l'utilisation de ces ressources qui fera l'objet de critiques autant de spécialistes que de partis politiques.

L'auteur parlera, pour sa part, de «l'état d'oisiveté» dans lequel étaient confinés ces fonds appelés pourtant à amortir le choc d'une nouvelle chute des prix du pétrole qui interviendra en 2014 et de façon durable en dépit des efforts des pays producteurs de lutter contre sa dépréciation.

Par Brahim Taouchichet

Pour l'auteur, le FRR aurait dû servir «à préparer l'avenir du pays en affectant les excédents à un fonds d'investissement pour financer les activités productives» au lieu de garantir des ressources pour le budget de fonctionnement de l'Etat. On ne peut certainement pas accuser l'auteur de complaisance vis-à-vis de la démarche des pouvoirs publics. Il leur en plante ainsi une banderille s'agissant de la politique monétaire à suivre, domaine relevant des argentiers.

Par ailleurs, un chapitre utile est consacré à «la dépréciation et la dévaluation du dinar» sujet qui fâche beaucoup de citoyens parce que là aussi l'opacité règne et on l'apprend à ses dépens ses mauvais effets à la faveur de l'inflation. Par rapport au dollar et à l'euro, monnaies de référence, la dépréciation ne semble pas connaître de fin en ce sens qu'elle est continue, les cours du pétrole et l'état de l'économie étant la cause. En fait, nous dit l'auteur, «dès 1987, les autorités avaient décidé de le soumettre à un glissement graduel». Sur injonction du FMI en 1991, nouvelles dévaluations par rapport au dollar mais c'est à la faveur de la 4^e intervention de cette institution financière que la dévaluation a été portée à 50%. C'est dire ! Car «la dépréciation et les dévaluations du dinar qui l'ont dépourvu de l'essentiel de sa valeur n'ont été, en fin de compte, que des coups d'épée dans l'eau». Pourtant, souligne l'auteur, «la stabilité (relative entre 1964 et 1986) de la monnaie nationale est indispensable» pour la santé de l'économie. Quelles mesures prendre pour freiner ce processus d'érosion du dinar surtout depuis 2014 ? Bader Eddine Nouioua n'hésite pas à poser la problématique de la convertibilité du dinar, sujet d'actualité et néanmoins controversé. Il considère que la mise en place du contrôle des changes et du commerce extérieur au lendemain de l'indépendance est à l'origine de toutes les spéculations et les dérives et... de son affaiblissement. Ainsi, il s'interroge sur «les conditions qui rendraient possible l'instauration de la convertibilité totale du dinar». Mais, c'est là un «pari très risqué du fait d'un environnement vicié dans le pays». Cela renvoie au phénomène du marché parallèle des devises alimenté, selon lui, par le commerce de la drogue et de la contrebande provenant des zones frontalières. Un chapitre y est consacré dans l'ouvrage où l'auteur entre de plain-pied dans une autre controverse, le riba, qui fait les choux gras de «la presse en arabe, certaines chaînes de télévision, les réseaux sociaux et même quelquefois dans les mosquées, etc.». Conclusion : «La banque islamique effectue les mêmes opérations de financement que la banque conventionnelle en leur donnant un habillage islamique.»

Le dinar algérien, passé et présent, un ouvrage de près de 200 pages où la problématique de la monnaie nationale est abordée dans ses multiples facettes et avec clarté. D'autre part, il laisse le débat ouvert d'autant que la réalité financière et économique interpelle aussi bien les banques, les entrepreneurs ou de simples citoyens. C'est pourquoi les grandes questions abordées revêtent toujours un caractère d'actualité et induisent une quête de réponses adaptées aux défis qu'impose la mondialisation.

B. T.